

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Domaine de Lavalette **Convention d'exploitation et de maintenance des équipements d'intérêt commun**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a conclu avec Montpellier Sup Agro un bail emphytéotique administratif le 25 juillet 1980, par lequel elle a mis à la disposition de Sup Agro un certain nombre de parcelles au sein du domaine de Lavalette pour une durée de 99 ans.

Un avenant a été signé le 17 janvier 2008, entérinant la rétrocession à la Ville de parcelles, ainsi que de plusieurs bâtiments.

Néanmoins, les conditions de raccordement au réseau d'assainissement et d'adduction d'eau potable de ces derniers n'avaient pas été prises en considération.

Aussi, Montpellier Sup Agro a poursuivi l'exploitation et la maintenance de ces équipements, ainsi que le paiement des consommations d'eau et d'assainissement imputables à la Ville de Montpellier.

L'avenant du 28 janvier 2015 a permis de procéder à la résiliation partielle du bail emphytéotique administratif et convenu que les parties se rapprocheraient, afin d'établir une convention d'exploitation et de maintenance des équipements d'intérêt commun.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention d'exploitation et de maintenance des équipements d'intérêt commun avec Montpellier Sup Agro ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB 26610 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 février 2016